

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRÊTÉ

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
VU le décret n° 53-578 du 20 Mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg ;
VU l'arrêté préfectoral du 8 *Am* 1991 autorisant M. Jean-Paul ALLAIN demeurant à COHINIAC, au lieu-dit "L'Hurmain", à exploiter à cette adresse, un élevage de 865 porcs de plus de 30 kg, à moins de 100 m des tiers les plus proches ;
VU la demande présentée par l'exploitant en vue de l'extension de cet élevage par création de 1.288 places engraissement, 117 places gestantes verraterie, 32 places maternité avec un post-sevrage de 212 places, à moins de 100 m des tiers les plus proches ;
installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
VU les plans et documents annexés à cette demande ;
VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire enquêteur ;
VU les délibérations des conseils municipaux de COHINIAC (1er avril 1992), PLOUVARA (5 mars 1992), LE LESLAY (14 mars 1992), LE FOEIL (2 mars 1992), SAINT-GILDAS (24 mars 1992) ;
VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, de l'Equipeement émis respectivement les 29 avril, 3 avril, 19 mars et 10 avril 1992 ;
VU le rapport favorable de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 30 juin 1992 ;
VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en date du 31 juillet 1992 ;
VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

- a) L'arrêté préfectoral susvisé du 8 *Am* 1991 est abrogé.

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

b) M. Jean-Paul ALLAIN demeurant à COHINIAC, au lieu-dit "L'Hurmain" est autorisé à installer et exploiter à cette adresse (section B n°s 426, 428 et 429), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 2.122 porcs de plus de 30 kg situé à moins de 100 m des tiers, comprenant :

- élevage existant : 38 places maternité,
122 places gestantes verraterie,
525 places engraissement,
avec un post-sevrage de 450 places,
- élevage à créer : 1.288 places engraissement,
32 places maternité,
117 places gestantes verraterie,
avec un post-sevrage de 212 places,

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

L'éleveur devra mettre en place un écran de verdure avant le 30 juin 1993 aux abords de l'élevage aux fins de masquer les bâtiments.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de COHINIAC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de M. Jean-Paul ALLAIN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Jean-Paul ALLAIN dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

"**Délai et voie de recours** (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 8 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
le Maire de COHINIAC,

l'Inspecteur des Installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Jean-Paul ALLAIN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-DONAN, BOQUEHO, PLOUVARA, LE LESLAY, LE FOEIL, SAINT-GILDAS, pour information.

SAINT-BRIEUC, le **12 NOV. 1992**

Le PREFET,

**Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,**

Signé : Philippe SABLAYROLLES

Pour copie certifiée, à valoir en
L'Attaché, Chef de service



Handwritten signature or mark.